



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Je-lutte-des-classes>

Je lutte des classes

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1115 - décembre 2010 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 décembre 2010

Description :

Guy Evrard voit dans le succès de ce slogan, arboré lors des manifestations contre la réforme des retraites, le signe encourageant de consciences qui ont résisté au néolibéralisme triomphant.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dès la première journée des grandes manifestations d'opposition à la contre-réforme des retraites, un slogan est apparu dans la foule, qui suscita l'intérêt des participants eux-mêmes.

Pour Guy Évrard, en dépit de l'issue provisoire du conflit social, c'est le signe encourageant de consciences qui ont résisté, longtemps en silence, au néolibéralisme triomphant.

« Où avez-vous trouvé cet autocollant ? » (photo ci-contre à gauche) [1] nous demandent des manifestants, comme si la grammaire bafouée aidait soudain à la renaissance d'une évidence qui n'aurait jamais dû s'effacer de la mémoire collective. Admettons que les plus jeunes puissent s'interroger sur la signification politique profonde du message, après trente ans de néolibéralisme triomphant et la célébration de la fin de l'histoire. En tout cas, les tenants du pouvoir économique, ainsi que leurs relais politiques et médiatiques, qui incitent tant à l'amnésie, en connaissent bien les ressorts. Ainsi, le milliardaire américain Warren Buffet, l'une des plus grosses fortunes du monde, déclarait le 25 mai 2005 à CNN [2] : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ».

La lutte des classes oubliée ?

La contre-révolution néolibérale, d'essence anglo-saxonne, s'est développée au début des années 1980 sous l'impulsion de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. Théorisée à cette époque par Milton Friedman [3] et après une première mise en oeuvre radicale dans le Chili d'Augusto Pinochet, suite au coup d'État de 1973, puis comme sacralisée par l'échec de l'URSS et la chute du Mur de Berlin, elle a effectivement sonné le glas de l'utopie socialiste pour de nombreuses années. Friedman, avec Friedrich Hayek, ont sans doute le plus inspiré les néolibéraux pour lesquels la réduction du rôle de l'Etat, dans une économie de marché, est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique. Outre les idées socialistes, ils refoulaient en même temps la stratégie économique de John Maynard Keynes alors en vogue aux États-Unis et en Europe, au cours des Trente Glorieuses.

Trouvant de nombreux relais chez des économistes auréolés du pseudo prix Nobel d'économie [1], bien sûr dans les formations politiques de la droite et jusque dans les rangs de la social-démocratie, sans oublier chez la multitude de courtisans dans la presse et les autres médias, la pression idéologique gomme progressivement la notion même de classe sociale pour laisser croire que les lois de l'économie sont imparables et que dans une organisation libérale de la société, au sens plein du terme, chacun peut s'essayer à grimper sur l'échelle de la fortune et prendre sa part du gâteau. La lutte des classes était ainsi rangée au musée des accessoires du marxisme.

C'est peut-être dans la théorie dite néoclassique, initiée notamment par Léon Walras, au dernier quart du 19ème siècle, que l'on reconnaît les ingrédients qui vont inspirer la manoeuvre d'effacement de l'analyse marxiste. Les néoclassiques affirment que c'est le processus marchand qui est à l'origine de la valeur et non plus le processus de production. L'essence de la valeur objective se trouverait ainsi dans la sphère subjective et individuelle du désir, et non plus dans la quantité de travail incorporée lors de la production. Le prix du marché ne serait plus déterminé par le coût de production, mais découlerait des désirs des agents. Dans ce contexte, l'individu n'est plus positionné dans une société stratifiée en classes sociales en fonction de son rôle dans le processus productif, mais il devient souverain, exclusivement défini par sa rationalité et ses références subjectives : l'homo oeconomicus [4]. Bien que la théorie moderne de l'équilibre général dans laquelle débouche l'approche néoclassique se révèle plus tard en échec, l'effacement des classes sociales, et donc de la lutte des classes, reste évidemment bien commode dans la pensée libérale.

Depuis les dernières décennies du 20ème siècle, la mondialisation de l'économie, adossée au dogme de la libre concurrence, émiette progressivement le tissu industriel des pays occidentaux, mis en place au cours des 19ème et 20ème siècles, vers des pays où s'ouvrent de nouveaux marchés et/ou pour profiter d'une main d'oeuvre locale exploitable sans obstacle. Le processus bat son plein de nos jours grâce au développement considérable des moyens de transport et de communication, ainsi qu'à l'énergie provisoirement encore bon marché.

En France, la classe ouvrière, force incontestable à l'époque de la grande industrie, organisée au fil des luttes et des grands mouvements populaires qui ont embrasé notre pays depuis la Révolution, s'est trouvée peu à peu disjointe, perdant sans doute effectivement sa culture de classe [5] (graphique ci-contre). Le plus souvent en subissant une plus grande précarité. Parfois, bénéficiant de l'ascenseur social républicain et rejoignant ainsi la petite bourgeoisie à

la faveur du développement technique et économique. L'économiste Bernard Marris, qui dit adhérer totalement à l'analyse économique de Marx, déplore néanmoins l'erreur du philosophe quant à l'évolution de la société [6]. L'émergence d'une classe ouvrière éclairée qui accéderait au pouvoir ne s'est pas réalisée et la transformation du monde devra donc s'appuyer sur une base populaire beaucoup plus large. Cependant, les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les classes moyennes, acquises souvent à un individualisme défensif, sont-elles les prémisses de la prolétarisation annoncée [7] ? J-E Ducoin s'interroge doublement : « Assistons-nous à la prolétarisation du monde ou à une nouvelle lutte des classes ? » [8]

La lutte retrouvée contre le capitalisme

« Le monde des possédants redécouvre l'existence des possédés, les dominés se retournent contre les dominants. Au fond, l'aspiration à l'égalité est toujours présente dans ce vieux pays. Malgré les années d'individualisation à marche forcée, il était temps qu'on sorte de cette nuit d'insomnie. Et si ça ne faisait que commencer ? » Ce sont les propos d'un "vieux bonhomme" recueillis au cours d'une manifestation dans une petite ville de province et rapportés également par J-E Ducoin [9]. Voilà, anonyme dans les foules de manifestants, la preuve reconfortante que les affirmations péremptoires des néolibéraux ne peuvent masquer indéfiniment l'ennemi de classe, le capitalisme. Car enfin, rappelons-nous aussi ce que déclarait Denis Kessler, ancien vice-président du Medef (de 1998 à 2002), au mensuel économique Challenges, en 2007 : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! » [10]. La lecture complète de l'article ne fait que convaincre davantage que « la guerre des classes » dont parlait ouvertement Warren Buffet était bien au programme de Nicolas Sarkozy, alors fraîchement élu Président de la République.

La plupart des commentateurs qui ont suivi attentivement les grandes manifestations ou qui ont écouté les grévistes aux portes de leurs entreprises ont dû reconnaître que la protestation ne se limitait pas au refus de la contre-réforme des retraites. Au-delà de l'injustice d'une loi qui entend faire peser sur les salariés l'essentiel des mesures de financement, pénalisant encore davantage les plus défavorisés, sans rien régler sur le long terme, les slogans, les banderoles, les calicots et les propos échangés reflétaient la prise de conscience générale d'une attaque frontale contre l'ensemble des droits sociaux chèrement acquis au cours de deux siècles de luttes d'émancipation. Une régression d'autant plus inacceptable que les connivences entre le pouvoir politique et l'oligarchie de la grande bourgeoisie de la finance et de l'industrie, les rémunérations mirifiques que l'on n'ose plus appeler salaires attribuées à leurs serviteurs dirigeants des grandes entreprises, les dividendes versés aux actionnaires toujours plus gourmands dans la répartition de la plus-value, l'orientation des ressources financières vers la spéculation plutôt que vers l'investissement productif, tout cela n'en finissait pas de s'étaler au grand jour depuis trop longtemps. Et puis, ce mépris des femmes et des hommes que nos dirigeants ne conçoivent qu'au travail ou laissés sur le bord du chemin, avant d'être relégués dans une fin de vie où on leur refuse même le temps d'échanger enfin du lien social, a sans doute fini de convaincre que non, un tel retour en arrière vers l'aliénation n'était décidément pas acceptable. Tous les ingrédients étaient ainsi réunis pour souligner l'opposition entre l'intérêt des salariés, une immense majorité, et l'intérêt des tenants de la puissance économique et du pouvoir politique actuel à leur service, une petite minorité. C'est-à-dire pour réveiller la lutte des classes !

Si le terme de classe se retrouve effectivement dans les analyses et commentaires, sauf bien sûr chez les serviteurs zélés du libéralisme, on voit poindre également l'idée qu'il est temps de construire un nouvel ordre social, une nouvelle démocratie, un nouvel avenir. Comme si la volonté revancharde du pouvoir avait fait éclore, en réaction, l'envie d'écrire une nouvelle page des mouvements populaires. C'est d'abord la résistance, confiante et durable, que traduit l'analyse d'Edwy Plenel dans un article de Médiapart intitulé L'heure du peuple : « C'est ainsi toute la société qui gronde, consciente de l'enjeu symbolique de la bataille des retraites. Sera-t-elle abaissée et humiliée par un pouvoir arrogant qui diffuse peur et défiance, insécurités et divisions, pour mieux imposer les intérêts d'une minorité oligarchique ? Ou bien sera-t-elle relevée et rehaussée par sa propre volonté rassemblée, retrouvant confiance en elle-même afin d'imposer les exigences du plus grand nombre contre les privilèges de quelques-uns ? Deux

interrogations qui n'excluent pas un troisième scénario : une société apparemment défaite mais secrètement victorieuse, offrant à ce pouvoir aveugle une victoire à la Pyrrhus tandis qu'elle entrerait durablement et profondément en dissidence, patiemment et paisiblement réfractaire » [11].

Mais c'est aussi la volonté offensive pour trouver, enfin, une véritable issue politique. Ainsi, Jean-Marie Harribey, ancien président d'Attac France, dans une chronique intitulée « Un Front populaire de transformation sociale », parue dans Politis : « A crise globale, réponse globale, c'est-à-dire à la conscience sociale des classes populaires doit correspondre urgemment une traduction politique à la hauteur de l'enjeu : jeter le capital hors de la protection sociale, des services publics et du bien commun, afin d'amorcer un processus de transformation ouvrant la voie vers un dépassement du capitalisme » [12]. Et Christian Piquet, porte-parole de la Gauche unitaire (issue du NPA), au sein du Front de Gauche : « deux logiques traversent la gauche. L'une prétend qu'on ne peut échapper aux diktats des marchés (...). L'autre considère que la crise du capitalisme ne laisse aucun espace aux demi-mesures, elle affirme qu'il est grand temps de gouverner contre les banques et les actionnaires, de redistribuer radicalement les richesses, de s'appuyer en permanence sur la mobilisation des travailleurs ; dit autrement, elle s'oriente vers un nouveau Front populaire. Pour que change profondément la vie de la population, cette logique doit devenir majoritaire à gauche et dans le pays » [13]. Ces références au Front populaire de 1936, un grand moment de la lutte des classes en France, se rencontrèrent souvent dans les manifestations de septembre et d'octobre.

D'autres soulignent la solidarité entre générations, à l'envers de celle, culpabilisante, que le pouvoir a tenté de mettre en avant à l'appui de sa politique de régression sociale. Ainsi, Jacques Broda, sociologue : « Chaque génération dialogue avec le siècle, elle bénéficie des acquis, des droits gagnés de hautes luttes, elle doit les défendre, en conquérir de nouveaux. (...) L'ingratitude sociale, c'est quand une génération dilapide les biens d'héritage, droits, valeurs, organisations, l'ingratitude sociale, c'est l'absence de dette symbolique. (...) La lutte des classes transcende le conflit des générations » [14].

On pourrait, ainsi, multiplier les citations, tant la réflexion fut nourrie au fil des événements. Quant au sens du JE écrit en lettres rouges dans le slogan, pour le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval : « Le 'Je' de la formule exprime la conscience que le collectif ne se construira que par un engagement de la subjectivité individuelle dans l'action commune : en ce sens il témoigne, non certes de ce que la lutte des classes est une 'idée neuve', mais assurément que la lutte des classes est affaire de pratiques nouvelles » [15]. Et, enfin, pour Geneviève Fraisse, philosophe : « C'est une formule géniale, avec un sens politique extrêmement riche. Dans ce temps d'individualisme forcené dont on nous rebat les oreilles, ce 'Je lutte des classes' remet l'individu dans le collectif. (...) il dit qu'à l'intérieur du collectif des sujets individuels ont quelque chose à dire, qu'ils pensent et luttent » [16].

[1] <http://www.humaginaire.net/post/Demain.-je-lutte-des-classes> et l'Humanité du 7/9/2010.

[2] Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot, Le président des riches - Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy, citation de Warren Buffet en exergue, Zones éditions, septembre 2010. - Déclaration reprise dans le New York Times du 26/11/2006
http://www.nytimes.com/2006/11/26/business/yourmoney/26every.html?_r=2

[3] Serge Halimi, Milton Friedman n'est pas mort, Le Monde Diplomatique, novembre 2006. Voir aussi, par exemple :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman

[*] Le prix Nobel d'économie est en réalité le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Il est financé par la banque et non pas par la Fondation Nobel, qui a accepté néanmoins qu'il soit délivré avec le même protocole que les prix Nobel, d'où la confusion soigneusement entretenue par les économistes. Lire à ce sujet : Hazel Henderson, Prix Nobel d'économie - L'imposture, Le Monde Diplomatique, février 2005.

- [4] Nicolas Postel, Les approches du marché, Alternatives Economiques, hors-série N°77, L'économie de marché, 3ème trimestre 2008, pp.20-25.
- [5] Olivier Marchand, 50 ans de mutations de l'emploi, Insee Première, n°1312, septembre 2010.
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1312 - Ces données sont également analysées dans : Marché du travail : cinquante ans de mutations, Alternatives Economiques n°296, novembre 2010.
http://www.alternatives-economiques.fr/marche-du-travailcinquante-ans-demutations_fr_art_965_51733.html
- [6] Bernard Marris, L'invité du jour, France-Culture, le 27/9/2010, 7h40-7h55, émission de Marc Voinchet.
<http://www.franceculture.com:80/emission-l-invite-du-jour-bernard-maris-2010-09-27.html> - Bernard Maris, Marx, ô Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ? éd. Les échappés, 2010.
- [7] Karl Marx et Friedrich Engels, Le manifeste du parti communiste, chap.I Bourgeois et prolétaires, 1847-1848.
<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm#sect1>
- [8] Le bloc-notes de J.-E. Ducoin, Reliefs, l'Humanité des débats, 25/9/ 2010.
- [9] Le bloc-notes de J.-E. Ducoin, Présent(s), l'Humanité des débats, 30/10/ 2010.
- [10] D.Kessler, Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! Challenges, 4/10/ 2007.
<http://www.challenges.fr/magazine/analyse/0094-005304/adieu-1945-raccrochons-notre-pays-au-monde.html>
- [11] Edwy Plenel, L'heure du peuple, Médiapart, 20/10/2010. <http://www.mediapart.fr/journal/france/201010/lheure-du-peuple>
- [12] J.-M. Harribey, Un front populaire de transformation sociale, Politis, n°1124, 28/10/ 2010. - Texte repris dans Alternatives Economiques.fr, 29 /10/2010. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/10/29/un-front-populaire-de-transformation-sociale/>
- [13] Christian Piquet : « Les salariés luttent au nom du bien commun », entretien réalisé par Mina Kaci, l'Humanité, 11/10/2010.
- [14] Jacques Broda, Jeunes, les lignes qui bougent, l'Humanité, 20/10/2010.
- [15] Pierre Dardot et Christian Laval, « Je lutte des classes » ! Résistances et contre-conduites sous le néolibéralisme, l'Humanité Dimanche, n°231, 7/10/2010.
Introduit par C. Laval dans Médiapart, 23/10/2010. <http://www.mediapart.fr/club/blog/christian-laval/231010/je-lutte-des-classes>
- [16] Geneviève Fraisse : « Dans ce mouvement, je vois aussi une grande colère », entretien réalisé par Jacqueline Sellem, l'Humanité, 22/10/2010.